

Pays-Bas : une défaite pour Wilders, mais pas pour la droite

Les élections législatives aux Pays-Bas ont eu lieu le 15 mars, les premières dans une série qui se poursuivra en avril-mai-juin en France et en septembre en Allemagne.

A l'issue du scrutin, pas moins de 13 partis se trouvent représentés au Parlement. C'est dû en partie au mode de scrutin, à la proportionnelle intégrale. Mais aussi à l'affaiblissement de l'adhésion des électeurs aux grands partis traditionnels, ce qui libère des espaces et donne à la vie politique néerlandaise un caractère volatile et imprévisible, loin de la stabilité qui a marqué les décennies après 1945. C'est évidemment la conséquence des années de crise, de l'austérité, des attaques contre l'Etat social, du creusement des inégalités, dont la responsabilité est partagée par les partis de gauche et de droite.

C'est dans ce contexte que nous avons vu la montée de formations de droite «populiste», d'abord celui de Pim Fortuyn, assassiné en 2002, ensuite le PVV de Geert Wilders. Nous utilisons le mot «populiste» parce qu'il fait partie du débat politique, mais il convient de le manier avec prudence. Il rivalise avec «eurosceptique» comme mot qui obscurcit plus qu'il n'éclaire; et il est utilisé par les gouvernants de l'Europe et les médias pour désigner tous ceux, à gauche aussi bien qu'à droite, sortent du cadre de ce qui a été appelé «l'extrême centre» de la politique néolibérale, dont l'adhésion acritique à l'Union européenne fait partie intégrante.

Le premier enjeu des élections néerlandaises était de savoir

qui, du parti de Wilders ou de celui du Premier ministre sortant, Mark Rutte, le VVD, allait sortir vainqueur, c'est-à-dire avec le plus de voix et de sièges (car personne ne pouvait aspirer d'être majoritaire). Pendant un moment les sondages donnaient Wilders vainqueur et ce dernier se précipitait à vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué, en multipliant les déclarations triomphalistes. En fin de compte le VVD a obtenu 33 sièges (sur 150) et le PVV 20. En fait, le parti de Rutte avait perdu par rapport à 2012 un quart de ses voix, 8 sièges et 5% des suffrages. Et le PVV a gagné 5 sièges et 3% des suffrages de plus. Néanmoins l'objectif de Wilders était d'arriver le premier et l'objectif de Rutte (et de tout l'establishment politique) était de l'en empêcher: il s'agit donc d'un sérieux revers pour Wilders.

Les résultats étaient accueillis en Europe avec beaucoup de soulagement, comme l'ont témoigné les déclarations de Merkel, Hollande et Juncker, entre autres. Dans un premier temps les médias n'hésitaient pas à parler d'une grande victoire contre le populisme. Cela n'a duré que moins de 24 heures et puis ils ont commencé à dire que c'était plus compliqué que cela. A juste titre, comme on verra.

Malgré ses pertes, Rutte est donc sorti vainqueur et aura très probablement la tâche de former un nouveau gouvernement. Il a perdu des plumes, mais comme l'a dit le correspondant du Financial Times à La Haye, il a eu «une défaite très réussie». Il en sort en nettement meilleure forme que son partenaire au gouvernement depuis 2012, le PvdA, social-démocrate, dont les résultats ont été franchement catastrophiques. Il est tombé de 24,8% à 5,7% et de 38 sièges à 9. Le VVD a pu limiter les dégâts, car le gros de sa base conservatrice a compris sa politique d'austérité. Ce n'était pas le cas de l'électorat populaire du PvdA, qui a plus souffert de cette politique.

Qui a donc vraiment gagné? A droite et au centre, il y avait le CDA (démocrates-chrétiens) et les libéraux centristes du parti D66. Ils ont tous les deux progressé de 4% et se

trouvent avec 19 sièges chacun. L'autre gros gagnant, en fait le plus gros gagnant, est le parti de la Gauche verte, qui est passé de 2,3% en 2012 à 8,9%, arrivant même en tête à Amsterdam. C'est le résultat de la campagne menée par son nouveau dirigeant, Jesse Klaver, qui a fait le choix de s'opposer frontalement à Wilders sur les questions de l'Europe et de l'immigration, et qui a absolument réussi son pari. Depuis mercredi, dans les médias internationaux, on parle systématiquement des «Verts». Or, la Gauche verte est bien verte, elle a une dimension écologique conséquente. Mais elle est aussi de gauche: elle a ses racines dans la convergence d'eurocommunistes, écologistes et autres au début des années 1990, suite à la dissolution du Parti communiste. Elle est restée pendant des années assez marginale, avant de renaître au cours de cette campagne. Le Parti socialiste (SP), gauche radicale, est resté stable, avec 9,2% et 14 sièges, un de moins qu'en 2012.

Défaite du «populisme»?

Revenons à la «défaite du populisme». Le cœur du discours de Wilders est dirigé contre les immigrés. C'est avant tout un discours islamophobe, les deux grandes communautés immigrées aux Pays-Bas étant turque et marocaine: il parle de fermer les mosquées et d'interdire l'entrée au pays aux Musulmans, en utilisant des termes comme «racaille marocaine». Il prône aussi la sortie de l'Union Européenne, mais cela fait partie aujourd'hui du débat mainstream aux Pays-Bas. Mais la xénophobie et le racisme ne se limitent pas au parti de Wilders. Il y a un déplacement à droite du discours sur l'immigration (entre autres sujets). En grande partie sous la pression de Wilders, certains de ses thèmes sont repris, en des termes plus modérés, par certains partis de droite. C'est notamment le cas du VVD et du CDA, qui ont tous les deux droitisé leur discours. Ainsi, Rutte appelle les immigrés à «se comporter normalement ou de partir» et il a salué sa

victoire mercredi soir en déclarant que les électeurs avaient rejeté «le mauvais genre du populisme», le sien étant sans doute le bon. Quant au CDA, il prône l'interdiction de la double nationalité. Le discours de ces partis est plus policé, mais le contenu se rapproche de celui de Wilders. En plus, il y a un nouveau venu au Parlement, avec deux sièges: son nom anodin, Forum pour la démocratie, ne devrait pas tromper. Il s'agit d'un parti d'extrême droite dont le but avéré est de défendre essentiellement la même politique que Wilders, mais sans les excès de langage de ce dernier. Son dirigeant, Thierry Baudet, a été le principal organisateur de la campagne victorieuse pour le non dans le référendum sur l'Accord d'Association: une campagne qui n'avait pas grand-chose à voir avec l'Ukraine, mais dont l'objectif était d'infliger une défaite à la politique européenne du gouvernement.

La formation d'un nouveau gouvernement sera sans doute longue et laborieuse. Les deux partenaires les plus évidents du VVD sont le CDA et D66. Mais avec ces trois partis on arrive seulement à 71 sièges. A partir de là il faut soit ajouter le soutien de petits partis de droite, soit inclure la Gauche verte, à supposer que ce parti soit d'accord. Cela semble difficile. La participation à un gouvernement dominé par la droite pourrait mal se terminer pour la Gauche verte; et sa présence pourrait aussi, du point de vue de Rutte, affaiblir la cohésion du gouvernement.

A la fin de la dernière législature, le 23 février, le CDA avait déposé la proposition de lancer une enquête, sous la direction du Conseil d'Etat, pour savoir si les Pays-Bas devaient garder ou abandonner l'euro et dans le deuxième cas, comment le faire. La proposition a été approuvée à l'unanimité. Il faut espérer que cela conduira à un grand débat public, quelque chose qui est trop rare dans l'Union européenne. On entend dire que le résultat des élections a été une victoire des partis «pro-Européens». C'est à nuancer. Deux partis se profilent comme vraiment Européanistes: il s'agit de

D66 et de la Gauche verte. Quant au VVD et au CDA, on pourrait les caractériser comme «Euro-pragmatistes»: ils sont pour l'Union européenne tant que cela profite aux entreprises néerlandaises sans coûter trop cher, mais ils pourraient changer d'avis: et ils ne sont certainement pas fédéralistes. Quant au Parti socialiste, il ne prône pas la sortie de l'Union européenne, mais il tient un discours très critique, y compris sur l'euro.

La situation de la gauche au sens large n'est pas bonne: incluant le PvdA, elle a 37 sièges sur 150. Sans pleurer le sort des sociaux-démocrates, on devrait quand même être conscient qu'il s'agit de construire une nouvelle gauche. La Gauche verte a fait un bond en avant, mais ses bases politiques semblent floues. Le Parti socialiste a certes des faiblesses, mais il a aussi des atouts et une force militante. Il devrait s'interroger sur une campagne où il n'a pas réussi à percer.